

Cote du document: EB 2012/LOT/G.5  
Date: 28 août 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Tom Anyonge**  
Conseiller technique principal  
téléphone: +39 06 5459 2519  
courriel: t.anyonge@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Seconde partie – Recommandation</b>	<b>2</b>

### Annexe

Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS): Renforcer les services consultatifs agricoles au niveau national. Pays ciblés: Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Sierra Leone et Ouganda	3
--	---

## Sigles et acronymes

AFAAS	Forum africain pour les services de conseil agricole
CDN	Comité directeur national
CGIS	Communication, information et gestion des savoirs
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
S&E	Suivi-évaluation
SCA	Service consultatif agricole

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur des programmes de renforcement des capacités de développement agricole menés par un organisme international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,0 million d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de renforcement des capacités menés par l'organisation internationale ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 

Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS): Renforcer les services consultatifs agricoles au niveau national. Pays ciblés: Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Sierra Leone et Ouganda
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: i) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; ii) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; iii) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et iv) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs sur des questions en rapport avec la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés parmi les parties prenantes, au niveau tant régional qu'interrégional.
6. Le don proposé répond aussi à tous les objectifs de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il permettra à l'AFAAS de renforcer les capacités des prestataires de services consultatifs agricoles (SCA) au niveau national afin de promouvoir le

développement de ces services, de mobiliser la prestation de services consultatifs dans le cadre d'un système d'innovation agricole, ainsi que de réfléchir à la façon d'améliorer la fourniture de ces services, et d'en tirer les enseignements, tout en soutenant l'exécution de programmes de pays relatifs aux SCA sous l'égide du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Plus particulièrement, le don permettra de: i) renforcer les capacités des prestataires de SCA nationaux en matière de détermination des priorités et des stratégies nécessaires pour améliorer la fourniture de SCA adaptés à la demande; ii) soutenir une plateforme réunissant de multiples parties prenantes pour la concertation sur les politiques et le plaidoyer sur les SCA; iii) catalyser la diffusion et le partage entre les régions des enseignements tirés et de bonnes pratiques, établissant ainsi un système de gestion des savoirs sur les SCA en Afrique; et iv) fournir des informations sur les innovations en matière de SCA susceptibles d'être reproduites et appliquées à plus grande échelle dans les divers pays.

## **Seconde partie – Recommandation**

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement des services consultatifs agricoles au niveau national dans les pays ciblés, à savoir le Burkina Faso, le Malawi, le Mozambique, la Sierra Leone et l'Ouganda, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Forum africain pour les services de conseil agricole à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Forum africain pour les services de conseil agricole au niveau national (AFAAS): Renforcer les services consultatifs agricoles. Pays ciblés: Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Sierra Leone et Ouganda**

## **I. Contexte**

1. Sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, l'Union africaine a adopté le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), destiné à constituer le cadre stratégique du développement agricole au niveau national, régional et continental. Le pilier 4 du PDDAA porte sur la recherche agricole, et la diffusion et l'adoption de technologies appropriées; sa mise en œuvre est guidée par le Plan d'action pour la productivité agricole en Afrique. Établi à la demande des acteurs des services consultatifs agricoles (SCA) en 2004, l'AFAAS a pour mission de réaliser les aspirations du pilier 4 concernant, en particulier, la diffusion et l'adoption de technologies appropriées. Il permet aux parties prenantes des SCA de parler d'une même voix et de disposer d'une plateforme de partage de l'expérience et de l'information contribuant à l'établissement de liens efficaces, efficaces et synergiques, ainsi que de partenariats entre les acteurs des SCA ou au sein des pays membres et entre eux.
2. Reconnaisant le rôle clé des SCA dans la réalisation des objectifs du pilier 4 du PDDAA, le Forum africain pour la recherche agricole (FARA) a chargé l'AFAAS de diriger la mise en œuvre des aspects de ce pilier relatifs aux SCA. L'AFAAS a donc mené un vaste programme à court et moyen terme (5 à 10 ans) visant à: assurer la disponibilité et l'accessibilité de connaissances appropriées et à jour sur les services consultatifs; renforcer les capacités des prestataires nationaux de services consultatifs; et établir des partenariats entre les acteurs des SCA et autres institutions, au niveau national, régional et international.
3. La première phase de ce programme a été exécutée avec le soutien de l'Union européenne (2009 et 2011), relayé par un don subsidiaire du FARA. Elle a porté sur la capacité institutionnelle et organisationnelle de l'AFAAS, les structures de gouvernance et les systèmes de gestion, et l'établissement de forums nationaux dans des pays pilotes. La deuxième phase, à laquelle contribuera le présent don en complément du soutien attendu de l'Union européenne, sera axée sur la mise en place de forums nationaux dans tous les pays d'Afrique, la consolidation des systèmes de gouvernance et de gestion du secrétariat des SCA, l'élaboration d'une stratégie et de mécanismes de gestion des savoirs, et l'intégration du programme SCA dans la planification et la mise en œuvre du PDDAA.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. L'augmentation de la productivité agricole est essentielle pour renforcer la sécurité alimentaire, spécialement dans un contexte d'accès limité aux ressources naturelles, principalement la terre. La fourniture de SCA efficaces est l'un des principaux instruments qui permettraient aux petits exploitants d'améliorer leur productivité et d'adopter un type d'agriculture plus orienté vers le marché. Les réformes de la prestation des SCA se sont concentrées sur l'amélioration de la responsabilité à l'égard du client, la mise en place de systèmes de prestation de services répondant à la demande et faisant appel au marché, la décentralisation de la fourniture des services, et la promotion d'une participation accrue du secteur privé afin de renforcer la probabilité de la durabilité.
5. Les SCA jouent un rôle essentiel dans la relation entre la recherche, les agriculteurs et tous les autres acteurs du système d'innovation agricole. Pour qu'ils puissent jouer ce rôle dans le développement agricole de manière efficace et efficiente, il est

nécessaire de répondre de façon globale aux énormes défis identifiés par les parties prenantes, auxquels sont confrontés les organisations et les prestataires de SCA. Ces défis sont les suivants: i) faiblesse des capacités et de la voix des acteurs des SCA dans les différentes instances pertinentes; ii) insuffisance de l'accès et de l'utilisation des connaissances et des informations pertinentes; iii) manque d'organisation et de capacités des parties prenantes et des prestataires de SCA; iv) faiblesse des relations et des partenariats avec les autres parties prenantes pertinentes; et v) insuffisance de la coordination pour la création de réseaux au niveau continental.

6. Le don du FIDA contribuera à améliorer la fourniture de services agricoles répondant à la demande des agriculteurs et des acteurs des filières de produits agricoles de base. En particulier, il renforcera les capacités et la voix de l'AFAAS en créant des forums SCA nationaux, en facilitant les relations/réseaux et en renforçant les mécanismes de gestion des savoirs et de partage de l'information. Il soutiendra un processus consultatif de formation de forums nationaux et de définition de leurs plans stratégiques et opérationnels, et facilitera les processus consultatifs sous diverses formes débouchant sur la création de partenariats, notamment avec le secteur privé. Conformément à la Politique révisée du FIDA en matière de dons, il contribuera à renforcer les partenariats avec l'éventail des prestataires de SCA travaillant au niveau national, régional et mondial.

### **III. Le programme proposé**

7. Le principal objectif du programme est d'accroître l'utilisation de connaissances et de technologies améliorées par les acteurs des filières agricoles. Ses objectifs particuliers sont les suivants: i) renforcer les capacités des parties prenantes des services consultatifs nationaux pour leur permettre de déterminer leurs propres priorités et d'améliorer leurs systèmes de services consultatifs. À cette fin, on facilitera la création de forums nationaux sur les SCA et le développement de leurs capacités de gestion de l'information et des connaissances issues de sources nationales, régionales et internationales, dont les prestataires de SCA ont besoin pour répondre aux besoins des agriculteurs et développer des moyens innovants pour ce faire; et ii) faciliter la disponibilité et l'accessibilité de connaissances appropriées et à jour sur les services consultatifs provenant de diverses sources en Afrique et dans le reste du monde. À cette fin, on facilitera l'accès à de nouvelles connaissances et idées concernant la façon de développer avec efficacité des réseaux de prestataires de SCA aux niveaux national, régional et international, ainsi que leur application.
8. Le groupe cible est constitué des prestataires de SCA (notamment les organisations d'agriculteurs/de producteurs et les acteurs du secteur privé qui fournissent des SCA) des pays ciblés, à savoir le Burkina Faso, le Malawi, le Mozambique, la Sierra Leone et l'Ouganda. Les prestataires de SCA auront des capacités renforcées, l'accès aux informations, aux partenariats et aux réseaux, ainsi qu'une voix commune. Les projets soutenus par le FIDA dans ces pays bénéficieront de l'établissement de relations avec les prestataires de SCA dont les capacités auront été renforcées pour fournir des SCA adaptés à la demande des communautés ciblées, ainsi que de leur utilisation. Les institutions de recherche, les centres de formation, les décideurs politiques et le secteur privé en seront un groupe cible indirect. L'AFAAS collaborera à tous les niveaux avec les autres institutions chargées de mettre en œuvre le PDDAA, bénéficiant ainsi d'un forum permettant de traiter les SCA et toute autre question connexe relative au secteur agricole. Au niveau mondial, par l'intermédiaire de l'AFAAS, les pays ciblés seront mis en relation avec des organisations telles que le Forum mondial des services consultatifs ruraux. Ils bénéficieront ainsi des enseignements tirés, du partage de l'information, des pratiques les mieux adaptées, ainsi que des approches et des outils mis en œuvre dans tous les continents.

9. Le programme durera deux ans et il comportera deux grandes composantes:
1. **Établissement de forums nationaux dans cinq pays.** Au titre de la composante 1, le don soutiendra l'établissement de forums nationaux qui réuniront une vaste gamme d'acteurs participant aux SCA dans les pays membres ou en bénéficiant. Le forum national comprend tous les acteurs participant aux filières agricoles, notamment les agriculteurs, les décideurs politiques, les fournisseurs d'intrants agricoles, les agro-industries et les consommateurs. Au sein de ces forums, les parties prenantes réfléchiront à la façon de fournir des services consultatifs efficaces et efficients par l'échange d'informations, le partage des connaissances, et l'identification des possibilités de fourniture de services entre eux, ainsi que d'innovation en matière de SCA dans leurs activités. Il est envisagé, en outre, qu'à la faveur de leur évolution, elles deviendront les animateurs du développement de SCA efficaces dans le pays. Les principales activités seront les suivantes: i) un atelier de démarrage du projet, qui réunira les personnes-ressources clés de chaque pays ciblé, notamment un représentant d'un projet financé par le FIDA et au moins deux experts choisis au sein de la communauté des SCA; ii) des réunions de sensibilisation et de consultation, au niveau du pays, pour recenser et classer par catégories les parties prenantes des SCA; iii) l'analyse des parties prenantes et des institutions par les facilitateurs afin de déterminer les points forts et les besoins critiques de renforcement des capacités au sein du système de SCA; iv) l'élaboration et la validation des propositions relatives à la formation des forums de pays; v) l'établissement de la stratégie et du plan d'opérations des forums de pays; vi) la validation des stratégies et des plans d'opérations; et vii) la création d'institutions réunissant de multiples parties prenantes.
  2. **Communication, information et gestion des savoirs (CIGS) pour l'innovation en matière de SCA.** Au titre de la composante 2, le don répondra à la demande des parties prenantes concernant le renforcement de l'information et du partage des connaissances pour l'innovation. Les activités suivantes seront entreprises: i) mise en route du site web et de la plateforme virtuelle; ii) évaluation des besoins en CIGS; iii) élaboration de stratégies de CIGS; iv) soutien des innovations nationales en matière de SCA; v) inventaire des SCA innovants; vi) exposition sur les SCA innovants; vii) élaboration de propositions de SCA innovants; viii) adaptation et essai de SCA innovants; ix) tenue d'une foire de l'innovation; et x) partenariat avec les médias et formation médias. La plateforme sera encouragée à établir avec les médias des relations opérationnelles et durables. Les activités ciblées viseront à s'assurer le concours de journalistes et à les encourager à publier des articles sur la plateforme et ses activités.
10. En ce qui concerne le déploiement de la stratégie opérationnelle, l'itinéraire financier passera par la mobilisation de ressources sous la direction des forums nationaux au profit de l'innovation en matière de SCA. L'Union européenne est censée apporter son soutien à la stimulation des activités initiales des forums nationaux. Ce projet créera des mécanismes qui permettront aux parties prenantes des SCA elles-mêmes d'identifier la demande et les besoins en matière d'innovation, d'élaborer des propositions et de les proposer ensuite à des donateurs potentiels. Il est attendu que les propositions des forums nationaux attireront de plus en plus de financements issus de programmes nationaux, bilatéraux et multilatéraux.

## **IV. Produits et avantages escomptés**

11. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
  - des SCA répondant à la demande et aidant avec efficacité les agriculteurs en milieu rural et les acteurs des filières à accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire de façon durable grâce à une meilleure organisation, à l'accès à des connaissances à jour et à la participation à des réseaux nationaux, régionaux et internationaux;
  - des stratégies SCA répondant avec efficacité à la nécessité de renforcer et de transformer les SCA pour qu'ils soient adaptés à la demande, pertinents, efficaces et efficients;
  - des enseignements recueillis et des pools d'experts formés et utilisés pour mettre en route la création de forums nationaux dans les autres pays membres de l'AFAAS; et
  - une plus grande efficacité des SCA dans la mise en œuvre des programmes nationaux du PDDAA et un niveau d'investissements plus élevé dans les SCA du fait de la confiance accrue des petits exploitants, des acteurs des filières agricoles et des décideurs politiques dans ces services.

## **V. Modalités d'exécution**

12. Le don sera doté d'un comité directeur qui sera l'instance faitière de la gouvernance. Ce comité sera présidé par le président du comité des programmes du conseil de l'AFAAS. Il se composera des présidents des comités directeurs nationaux (CDN) et d'un représentant du FIDA. Des CDN seront mis en place dans chacun des pays ciblés et ils comprendront le comité des programmes du forum national et le chargé de programme de pays du FIDA.
13. Un coordonnateur national, qui fera également office de consultant national pour l'établissement ou le renforcement des forums nationaux, facilitera la mise en œuvre au niveau national. Son rôle et ses responsabilités seront les suivants:
  - i) faire office de première personne à contacter concernant le don au niveau national;
  - ii) faciliter les activités de planification et de suivi-évaluation (S&E) du don au niveau national;
  - iii) veiller à ce que la direction du projet respecte les directives opérationnelles et les délais d'exécution prescrits par l'AFAAS;
  - iv) fournir au CDN le soutien nécessaire en matière de gestion et d'administration; et
  - v) assurer le suivi des mesures recommandées par le CDN. La composante 2 du don sera mise en œuvre sous la direction d'un conseiller technique responsable du renforcement des capacités des forums nationaux en matière de partage de l'information, de gestion des savoirs et de communication.
14. Pour éviter les doubles emplois dans ce domaine, le S&E du projet sera intégré dans le plan général de S&E de l'AFAAS, lui-même issu du cadre général de résultats de l'AFAAS. La passation des marchés de biens, travaux et services de l'AFAAS est régie par le plan annuel de passation des marchés, qui est approuvé par le directeur exécutif de l'AFAAS et la direction du projet du FIDA. Toutes les activités de passation des marchés seront spécifiées dans le plan détaillé de passation des marchés. Le plan de passation des marchés sera conforme au modèle fourni dans le manuel de passation des marchés de l'AFAAS. Tous les marchés (biens, services et consultants) seront passés par appel à la concurrence et dans les limites du budget; ils devront être approuvés par l'autorité compétente conformément à ses procédures de passation des marchés. Des contrats sont passés pour tous les services ordinaires et ils sont approuvés par le directeur exécutif. Les engagements par contrat s'appliquent à des domaines tels que les services consultatifs, pour lesquels le contrat doit spécifier les conditions de paiement et être assorti du mandat. La livraison des biens doit être accompagnée à

la fois d'un bulletin de livraison et d'une facture, alors que la qualité des biens livrés doit être conforme aux spécifications du cahier des charges.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

15. Il est proposé que le FIDA contribue au financement du plan stratégique de l'AFAAS à hauteur de 1,0 million d'USD.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel, y compris services professionnels et consultants	435 000	1 016 000
2	Réunions et ateliers	251 000	95 000
3	Voyages et indemnité journalière de subsistance	109 000	52 250
4	Équipement	25 000	15 000
5	Gestion des savoirs, rapports, publications et plaidoyer	80 000	688 286
6	Frais généraux	100 000	156 073
	<b>Total</b>	<b>1 000 000</b>	<b>2 022 609</b>

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	AAS that effectively and efficiently contribute to sustained productivity, profitability and growth of African agriculture for poverty reduction	AAS have sufficient human and technical capacity to effectively support value chain actors in increasing agricultural productivity and food security	National agricultural performance surveys	
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Strengthen the capacity of country-level AAS stakeholders in determining own priorities and improving AAS systems</li> <li>ii. Facilitate the availability and accessibility of appropriate and up-to-date knowledge on advisory services from a range of sources in Africa and worldwide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Demand-driven AAS that are effectively supporting rural farmers and value chain actors in five countries</li> <li>ii. AAS strategies and policies influenced at the national level</li> <li>iii. Lessons learned and the pools of experts developed in five countries</li> <li>iv. Increased capacity of AAS actors in implementing national CAADP agendas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline survey</li> <li>• National AAS impact assessment surveys</li> <li>• AAS beneficiary assessments</li> <li>• AFAAS impact assessment reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Favourable general enabling environment</li> <li>• Favourable conditions for agriculture</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Demand-driven AAS that are effectively supporting rural farmers and value chain actors</li> <li>ii. Favourable strategies and policies for effective and efficient AAS</li> <li>iii. Lessons learned and pools of experts developed</li> <li>iv. Capacity of AAS in implementing national CAADP agendas developed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Five country forums (CFs) established with organizational arrangements and strategic and operational plans</li> <li>ii. Number of national AAS strategies and policies influenced</li> <li>iii. Lessons learned from establishing CFs and supporting AAS innovation disseminated</li> <li>iv. Number of AAS experts engaged in the CAADP processes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project and country progress reports</li> <li>• Project M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stable AAS development policy environments</li> <li>• Continued public financing of AAS</li> <li>• Capacity to deliver AAS</li> <li>• Availability of appropriate and relevant knowledge and capacity</li> </ul>

	<b>Objectives-hierarchy</b>	<b>Objectively verifiable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. AAS stakeholder and institutional development</li> <li>ii. CF proposal development and validation</li> <li>iii. CF strategy and operational plan development and validation</li> <li>iv. Development of multistakeholder institutions</li> <li>v. Website and virtual platform roll-out</li> <li>vi. CIKM needs assessment and strategy development</li> <li>vii. Supporting AAS innovations</li> <li>viii. CIKM management</li> <li>ix. Partnering with the media</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Number of meetings held</li> <li>ii. Institutional analysis done in five countries</li> <li>iii. CF proposals developed and validated in five countries</li> <li>iv. CF strategy and operational plans in five countries developed and validated</li> <li>v. CFs established in five countries</li> <li>vi. Number of countries actively participating in the virtual platform</li> <li>vii. CIKM strategy developed</li> <li>viii. Number of innovations supported</li> <li>ix. Learning and sharing events held</li> <li>x. Number of partnerships developed with the media and private-sector actors</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project and country progress reports</li> <li>• Consultancy reports</li> <li>• Proceedings and minutes of meetings</li> <li>• Project M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Active involvement of the national stakeholders</li> <li>• Availability of appropriate and relevant knowledge to support agricultural development</li> <li>• Availability of capacity to deliver AAS</li> <li>• Timely flow of funds and subsequent reports</li> </ul>